



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Energie - AZALYS

AZALYS

RD 190 - La Demie Lieue
78955 Carrières-sous-Poissy

Code AIOT : 0006503183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 dans l'établissement SUEZ RV Energie - AZALYS implanté AZALYS RD 190 - La Demie Lieue 78955 Carrières-sous-Poissy. L'inspection a été annoncée le 27/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 dans l'établissement SUEZ RV Energie - AZALYS implanté RD 190 - La Demie Lieue 78955 Carrières-sous-Poissy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). La visite d'inspection est conduite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Energie - AZALYS
- AZALYS RD 190 - La Demie Lieue 78955 Carrières-sous-Poissy
- Code AIOT : 0006503183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine AZALYS est une unité de valorisation énergétique d'incinération d'ordures ménagères exploitée par la société HELYSEO.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 12	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 20	Demande d'action corrective	3 mois et 15 jours
4	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 20	Demande d'action corrective	3 mois
8	Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5 ; 3.5.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 15	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 26	Sans objet
6	Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Sans objet
7	Étalonnage des équipements de mesure	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant manifeste une volonté de bien faire et se montre impliqué en matière de gestion des risques accidentels, ce dont témoignent notamment la bonne traçabilité des actions engagées en faveur de la sécurité, le respect des échéances périodiques et la prise en compte des écarts constatés lors des différents contrôles.

Malgré un changement relativement récent du personnel en charge des questions relatives à l'hygiène, à la sécurité et à l'environnement (HSE), le niveau de suivi de ces sujets ne semble pas avoir été affecté. Ce constat devra être vérifié dans le temps.

Les constats établis par l'équipe d'inspection ne mettent pas en lumière de manquement alarmant. Il est également à noter que l'exploitant investit dans la formation de son personnel et dans l'amélioration des infrastructures, contribuant ainsi significativement à maintenir et améliorer les standards de sécurité et de protection de l'environnement sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,- la procédure d'évacuation.
Constats : L'inspection des installations classées réalise un contrôle des consignes par un échantillonnage de documents. Les documents demandés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">a) Procédure permis de feu ;b) Procédure d'arrêt d'urgence de l'arrêt de la chaudière du site ;c) Procédure concernant les mesures à prendre en cas de fuite d'une canalisation gaz ;d) Un plan localisant les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;e) Procédure d'alerte du site ;f) Procédure d'évacuation En réponse, l'exploitant montre les documents demandés et atteste que ces derniers sont consultables en salle de quart.

L'équipe d'inspection demande quand et comment les procédures et documents sont mis à jour. L'exploitant répond que les procédures sont mises à jour lors des modifications apportées aux installations ou pour tirer bénéfice d'un retour d'expérience d'un incident ou d'un accident. Pour exemple, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées, une nouvelle procédure, en cours de validation, dénommée « mâchefer » rédigée à la suite d'une situation à risque rencontrée récemment sur site. Cette situation liée au refroidissement des mâchefers contenant de l'aluminium (provoquant des explosions en cas d'arrosage) avait donné lieu à un compte-rendu à l'Inspection des installations classées.

La procédure « permis de feu » est conforme, toutefois, l'inspection des installations classées recommande d'identifier les signataires par leur fonction et de rajouter ce point à la procédure.

En cours d'inspection, l'équipe d'inspection teste les numéros d'urgence « astreinte » et « plateforme suex » figurant dans la procédure. Ces numéros fonctionnent.

Lors de la visite terrain, l'équipe d'inspection constate que les consignes de sécurité sont regroupées en version papier dans un classeur, disponible dans la salle de contrôle. Certaines procédures sont consultables rapidement sur un support de type « lutin ».

Ces consignes ne sont, cependant, pas toutes affichées et facilement consultables par le personnel. Bien qu'un employé interrogé par l'équipe d'inspection ait su indiquer où elles se trouvaient, l'affichage de ces dernières doit être amélioré.

Non-conformité n° 20240702-NC-01 :

Les consignes de sécurité ne sont pas toutes affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'exploitant doit, **sous 1 mois**, procéder à un affichage de l'ensemble des consignes de sécurité listées à l'article 5.12 de l'arrêté du 08/02/2005.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de justifier les formations des collaborateurs du site.

L'exploitant déclare réaliser un accueil sécurité pour chaque nouvel embauché sur site. La réalisation d'un QCM en fin d'accueil sécurité permet de contrôler le niveau de connaissance du

<p>salarié.</p> <p>L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage des documents correspondant à 2 accueils sécurité réalisés pour 2 employés. L'équipe d'inspection constate que ces deux accueils sécurités sont conformes aux dires de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant précise qu'il réalise un recyclage des formations tous les deux ans. A la suite de ce recyclage, l'exploitant délivre un livret reprenant les éléments essentiels de sécurité du site. L'équipe d'inspection contrôle le livret pour la période 2023-2024.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui fournir un justificatif du suivi des formations. En réponse, l'exploitant montre son fichier de suivi annuel du plan de formation. L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage en demandant une attestation de formation correspondant à une formation affichée comme ayant été réalisée.</p> <p>Ces contrôles par échantillonnage ne révèlent pas de non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie, Moyens de lutte contre l'incendie (Internes)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En outre, l'établissement est pourvu a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 5 RIA ; [...] - d'un réseau de 2 poteaux incendie d'un débit minimal unitaire (avec les 2 poteaux en fonctionnement) égal à 60 m3/h - d'extincteurs portatifs à poudre polyvalente, à eau pulvérisée ou au CO2 de capacité unitaire minimale de 6 kg, en nombre suffisant à raison d'un extincteur pour 200 m² sans que la distance à parcourir pour atteindre un appareil excède 15 mètres ; - d'extincteurs appropriés aux risques particuliers d'incendie, dont au moins un extincteur à poudre sur roues de capacité unitaire minimale de 50 kg, à proximité du dépôt de produits inflammables. - d'une réserve d'eau d'incendie constitué de deux bassins d'une capacité unitaire minimale de 120 m³.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant montre à l'équipe d'inspection son outil de suivi des actions entreprises en matière de sécurité (tests, audits, échéances périodiques, formations, exercices, séances de « causeries » sécurité, maintenance programmée, visites, etc.) nommé SYNERGIE, dans lequel il déclare tracer l'ensemble des informations relatives au contrôle du bon fonctionnement de ses moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter les justificatifs de contrôle de ses moyens de lutte contre l'incendie. En réponse, l'exploitant produit :</p>

- durant l'inspection :

- un rapport de vérification des moyens légers d'extinction conduite par la société DUBERNARD, référencé BV2313251-I14501DUB et daté du 18/12/2023 indiquant l'absence de non-conformité ;
- un rapport de vérification des RIA et des trappes de désenfumage conduite par la société DUBERNARD, référencé BV2404173-I20238DUB et daté du 14/03/2024 précisant que 8 vérins et un manomètre doivent être changés ;
- Un rapport de vérification des Poteaux incendie conduite par la société SUEZ EAU daté du 11/03/2024, lequel ne porte pas de référence et ne mentionne pas de non-conformité.

- par courriel du 11/07/2024 : deux rapports de pompage/curage des deux bassins constituant la réserve incendie conduits par la société EVMA, référencés 10401 et 10401# et datés du 18/03/2024 et du 19/03/2024.

En guise de justification de résolution des remarques formulées par la société DUBERNARD au sujet des RIA et des trappes de désenfumage, l'exploitant fournit un bon de commande des vérins et du manomètre (daté du 23/05/2024 et référencé AZS-7155) et précise qu'il sollicitera à nouveau le fournisseur pour accélérer la livraison. L'exploitant explique que le délai de résolution de ces remarques est notamment dû au changement d'équipe dirigeante qui a eu lieu dans l'intervalle.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de faire préciser à son sous-traitant SUEZ EAU de bien compléter les rapports qui, en l'état actuel de leur rédaction, peuvent laisser croire que le test des poteaux incendie en simultané n'a pas été réalisé chaque année (rappel dans la fiche de suivi individuelle de chaque poteau du test réalisé en simultané avec l'autre poteau).

L'exploitant déclare effectuer une ronde mensuelle sur les RIA dont la traçabilité a pu être contrôlée par échantillonnage par l'équipe d'inspection sur le logiciel SYNERGIE pour les mois d'avril et de mai 2024. Le nombre de RIA n'a pas fait l'objet d'un contrôle sur le terrain par l'équipe d'inspection.

En ce qui concerne la pertinence de la disposition et de la nature des moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant présente un certificat Q4 établi par la société DUBERNARD le 18/12/2023 et inséré dans le rapport de visite des extincteurs du 18/12/2023 et référencé BV2313251-I14501DUB mentionné *supra*.

Durant la visite terrain, l'exploitant montre à l'équipe d'inspection ses deux bassins constituant sa réserve d'eau d'incendie. Le volume de ces bassins n'est pas explicite, même si les dimensions semblent laisser penser qu'il est bien supérieur à 120 m³. L'exploitant propose, à l'occasion du prochain curage de mesurer le volume d'eau qui aura été pompé dans chaque bassin, afin de s'assurer qu'il est supérieur au volume requis. Ces 2 bassins étant situés à l'intérieur de l'usine, l'équipe d'inspection fait remarquer à l'exploitant qu'ils sont inaccessibles aux services de secours en cas d'incendie. L'exploitant déclare disposer de 2 autres bassins d'un volume bien supérieur situés en extérieur et à l'entrée de l'établissement. L'équipe d'inspection demande à voir ces 2 bassins extérieurs, constate leur présence et apprécie leur volume unitaire comme étant supérieur à 120 m³ (le rapport EVMA évoqué *supra* concerne ces 2 bassins extérieurs).

Au cours de cette visite, l'équipe d'inspection constate par ailleurs que le dépôt de gasoil non routier n'est pas équipé d'un extincteur adapté.

Non-conformité n° 20240702-NC-2 :

Le dépôt de gasoil de l'établissement n'est pas pourvu d'un extincteur à poudre sur roues de

capacité unitaire minimale de 50 kg. L'exploitant fait équiper sous 3 mois son installation de stockage et de distribution de liquides inflammables d'un extincteur adapté. Dans l'attente d'un retour à la conformité sur ce point, l'exploitant met en place des mesures compensatoires dont il précise sous quinze jours la nature à l'Inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois, 15 jours

N° 4 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie, Moyens de lutte contre l'incendie (Internes)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En outre, l'établissement est pourvu a minima : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un canon incendie automatisé, autorisant un débit de 90 m3/h placé à proximité de la fosse de déchargement ; - de diffuseur installé à l'aplomb des trémies d'enfournement ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant montre à l'équipe d'inspection son outil de suivi des actions entreprises en matière de sécurité (tests, audits, échéances périodiques, formations, exercices, séances de « causeries » sécurité, maintenance programmée, visites, etc.) nommé SYNERGIE, dans lequel il déclare tracer l'ensemble des informations relatives au contrôle du bon fonctionnement de ses moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter les justificatifs de contrôle de ses moyens de lutte contre l'incendie. En réponse, l'exploitant transmet par courriel du 11/07/2024 un rapport de vérification des canons incendie automatisés et des diffuseurs de trémie d'enfournement conduite par la société PROMAT SECURITE, référencé FM/PS/PR06/RSP/01 et daté du 08/11/2023.</p> <p>L'équipe d'inspection procède à une inspection sur le terrain au cours de laquelle elle demande à faire fonctionner les deux canons incendie automatisés depuis la salle de quart et, avec l'un des deux canons, à arroser un emplacement bien précis de la fosse, afin de s'assurer du caractère opérationnel de son téléguidage. Le test s'avère concluant en tous points. La présence des diffuseurs au droit des trémies d'enfournement n'a pas été contrôlée par l'équipe d'inspection.</p> <p>Non-conformité n° 20240702-NC-3 :</p> <p>Le rapport de vérification des canons incendie automatisés conduite par la société PROMAT SECURITE, référencé FM/PS/PR06/RSP/01 et daté du 08/11/2023 fait état de débits s'élevant à 85,16 m³/h et 81,87 m³/h.</p> <p>L'exploitant doit procéder sous 3 mois à la modification de ses canons incendie automatisés, afin</p>

qu'ils délivrent le débit de 90 m ³ /h requis réglementairement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2005, article Titre 3 – Chapitre 5 – Article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Exercices
Prescription contrôlée : L'exploitant organise, a minima une fois par an, un exercice interne visant à mettre en œuvre les matériels d'extinction incendie. L'exploitant organise, a minima une fois par an, un exercice visant à mettre en œuvre le plan visé à l'article 23 du présent chapitre. Tout exercice fait l'objet d'un compte rendu tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service départemental d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant déclare assurer la traçabilité de ses exercices au moyen de son outil de gestion SYNERGIE. L'équipe d'inspection constate la tenue d'exercices le 21/03/2024 et le 01/09/2023 dont le contenu répond aux exigences réglementaires. L'équipe d'inspection consulte les compte-rendus de ces deux exercices et relève que des points légers d'amélioration ont été identifiés et ont fait l'objet de mesures correctives, ces dernières prenant la forme de « causeries » elles aussi tracées dans le logiciel SYNERGIE. L'Inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'effectuer périodiquement des exercices faisant intervenir les services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents gazeux	
Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. Pour les installations d'incinération :	
Paramètres	Fréquence
NOx	En continu

NH ₃	En continu (2)
N ₂ O	Une fois par an (3)
CO	En continu
SO ₂	En continu
HCl	En continu
HF	En continu (4)
Poussières	En continu
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V)	Une fois tous les six mois
Hg	En continu (5) (6)
COVT	En continu
PCDD/PCDF	En semi-continu
PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois
PCB de type dioxines	Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8)
Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)	NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4
Benzo[a]pyrène	Une fois par an
<p>(1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181</p> <p>(2) Mesuré dans les installations ayant recours à la SNCR ou à la SCR</p> <p>(3) Mesuré dans les installations utilisant un four à lit fluidisé et les installations qui ont recours à la SNCR par injection d'urée</p> <p>(4) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable. Il n'existe pas de norme EN applicable à la mesure périodique de HF.</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la</p>	

composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

L'exploitant réalise la surveillance des nouveaux paramètres ajoutés au travers de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Étalonnage des équipements de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents gazeux

Prescription contrôlée :

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

Constats : L'inspection s'est intéressée à l'étalonnage des nouveaux équipements de mesure en continu du mercure dans les effluents atmosphériques. L'exploitant a présenté le certificat QAL 1 du constructeur, ainsi que le rapport montrant que le QAL 2 a été effectué en juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5 ; 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents gazeux
Prescription contrôlée : 2.2.2 Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées. 3.5.1 L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.
Constats :

L'exploitant a prévu la mesure de ses émissions de PCDD/PCDF, qui doit être faite en phase d'arrêt ou de démarrage programmée, lors de son arrêt programmé d'octobre.

Non-conformité n° 20240702-NC-4 :

L'exploitant a indiqué ne pas surveiller ses émissions lors des périodes OTNOC lorsqu'il n'y a pas d'incinération effective de déchets (hors-EOT). Les éléments présentés montrent que ses appareils de mesure permettent a priori d'effectuer cette surveillance.

L'exploitant fait réaliser sous 2 mois cette surveillance.

L'exploitant réalise la surveillance des risques OTNOC. Il a présenté la liste de ses risques d'OTNOC ainsi que sa manière de calculer la durée cumulée d'OTNOC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois